

L'agriculture malade de la technologie

L'agriculture industrielle nourrit mal la population, et ses alternatives inoffensives ne sont destinées qu'aux classes aisées, défendent les auteurs du livre "Reprendre la terre aux machines". Pour eux, les alternatives (bio, Amap) doivent s'inscrire dans un projet politique dépassant la seule question agricole : rompre avec les logiques de marché et de technologisation.



Printemps 2016. À Paris, *Nuit Debout* draine les foules de curieux place de la République. Parmi elles, l'auteur de ces lignes, jeune banlieusard qui, de la campagne, n'a qu'une image d'Épinal, découvre par hasard lors d'un atelier sur les méfaits de l'agriculture industrielle que celle-ci ne nourrirait pas les hommes, mais les banques. Pour lui qui a été élevé à l'école républicaine, où l'on apprend sagement les mérites des *Trente Glorieuses* et de la révolution agricole, la chose étonne, mais l'idée germe et fait son chemin.

Cinq ans et des milliers de lignes lues plus tard, ledit jeune homme qui a mûri obtient confirmation de cette analyse avec *Reprendre la terre aux machines*¹, ouvrage collectif de *L'Atelier paysan* paru pendant la crise du Covid-19. Avec une explosion du nombre de demandeurs d'une aide alimentaire — en octobre 2020, 26 millions de personnes déclaraient ne pas avoir les moyens de manger comme elles le souhaitent —, celle-ci a dramatiquement mis en lumière un problème structurel : l'agriculture industrielle ne nourrit pas les gens.

En dépit de son avantage affiché de plus grande productivité, l'agriculture industrielle ne parvient pas à nourrir correctement les gens. Pixabay/CC/Jolanchapin

En cause, selon les membres de *L'Atelier paysan* : le principe même de la révolution agricole des *Trente Glorieuses*, à savoir produire une alimentation à bas coût. Un tel choix politique, décidé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a complètement remodelé le visage de l'agriculture française. Ou plutôt, il en a fait disparaître les principaux acteurs : les paysans. Poussés par l'État et les syndicats agricoles — au premier chef la *Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA)* — à moderniser leurs équipements, les paysans sont entrés dans la spirale vicieuse de l'endettement : acquérir plus de terres pour rembourser l'achat d'un tracteur, changer son robot de traite pour exploiter encore plus ses vaches, etc. Avec à la clé les revenus dérisoires, la chute drastique de fermes et les suicides en série que l'on connaît aujourd'hui.



Ainsi, un événement apparemment aussi banal et technique que l'arrivée du tracteur dans les fermes révèle in fine un projet politico-économique :

"L'intégration de l'agriculture à l'industrie et la transformation de l'agriculture elle-même en industrie extractiviste, simple pourvoyeuse de matières premières et débouché majeur pour les industries pétrochi-

¹ <https://www.seuil.com/ouvrage/reprendre-la-terre-aux-machines-l-atelier-paysan/9782021478174>

miques." Et ce faisant, "en cessant d'être des paysans, les agriculteurs sont devenus des travailleurs de l'industrie comme presque tout le monde", si ce n'est "leur statut d'indépendant qui rend possible une rémunération indigne de leur travail".

Des alternatives inoffensives pour l'agriculture industrielle

Mais, me direz-vous, toutes ces choses sont bien connues. Et, fort heureusement, il existe une kyrielle d'alternatives pour une alimentation de qualité et une juste rémunération de leurs producteurs ! L'agriculture biologique, la permaculture, les circuits-courts, les Amap, etc. Sauf qu'à l'échelle systémique, ces alternatives ne résolvent aucunement le problème. Pire : elles le consolideraient. Car aux yeux des auteurs de L'Atelier paysan,

"aussi précieuses soient-elles, ces alternatives ne constituent pas un projet politique en elles-mêmes, et ne mettent pas en danger l'agriculture industrielle. Elles en fournissent plutôt le complément de gamme, notamment pour l'alimentation des fractions aisées de la population."

Un exemple pour bien comprendre l'impuissance de ces initiatives à contrer l'agrobusiness : en vingt ans d'un travail aussi remarquable que méticuleux, l'association *Terre de liens* a sauvé 200 fermes. Soit l'équivalent du nombre d'exploitations qui disparaissent chaque semaine en France.

Plutôt que changer le système pour toutes et tous, la profusion d'alternatives agricoles l'aurait plutôt stabilisé, disqualifiant, par l'existence même de ces offres sur le marché, toute critique généralisée. En résulte un "clivage de classe autour de l'alimentation" plus marqué que jamais. D'un côté, les classes aisées peuvent consommer une nourriture de qualité chez *Biocoop* ; de l'autre, les classes populaires doivent se contenter d'*Aldi*², quand ce n'est pas des *Restos du cœur*.

Absence de remise en cause

Les paysans historiques, ceux qui ont pris bon gré mal gré le tournant industriel de l'agriculture, ne sont pas épargnés par cette fracture sociale. Associés aux piètres produits de l'agro-industrie, ils se sentent déconsidérés par l'opinion publique. À tel point que la *FNSEA*, toujours prompte à remobiliser ses troupes, a trouvé une expression magique à poser sur leur mal-être : l'*agribashing*. Du pain béni pour l'État et les industriels qui, sous prétexte de défendre les paysans — militairement d'ailleurs, en témoigne la récente création de la cellule *Demeter*³ —, s'exonèrent de toute remise en cause de la structuration agricole du pays.

Dès lors, comment sortir l'agriculture du capitalisme ? Pour ce faire, il n'y a pas une solution miracle, mais une myriade de tactiques à déployer, tant à l'échelle locale que nationale et transnationale. En premier lieu, les auteurs appellent à s'appuyer sur les initiatives existantes, notamment en les réinscrivant dans un tissu de luttes qui dépasse la seule question agricole. L'essai égrène un certain nombre d'exemples récents d'alliances locales : la lutte réussie des paysans et des zadistes à *Notre-Dame-des-Landes*⁴, celle toujours en cours des agriculteurs et des habitants du Triangle de Gonesse

² <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/06/MORET/63181>

³ <https://reporterre.net/Demeter-la-cellule-de-la-gendarmerie-qui-surveille-les-opposants-a-l-agriculture>

⁴ <https://reporterre.net/Notre-Dame-des-Landes-63>

contre *Europa City*⁵ puis le Grand Paris ou encore celle naissante des jardins ouvriers des Vertus à Aubervilliers⁶, que les cultivateurs et riverains défendent contre les Jeux olympiques et leur lot de béton. Ce faisant, il s'agit de dépasser "l'écologie sans conflit" dont rêvent plusieurs acteurs de l'agriculture alternative et de

"faire le deuil de l'idée que le monde puisse changer sous l'effet de nos choix personnels".



Des moutons dans le Royans, territoire du Vercors. © Pierre Yon

Néanmoins, il manque à toutes ces luttes, défensives pour la plupart, un horizon politique susceptible de les multiplier et de les renforcer. Sans cependant prétendre au titre d'avant-garde éclairée, l'Atelier paysan esquisse quelques perspectives de transformation radicale de l'agriculture, en France comme ailleurs, à même de coordonner des actions éparses. Parmi ces perspectives, chercher la désescalade technologique, à rebours de l'invasion des champs par la robotique, les algorithmes et l'intelligence artificielle, sources

d'un nouvel endettement des exploitants et donc d'une nouvelle hécatombe sociale, et viser au contraire *"des communautés paysannes technologiquement autonomes"*, à l'abri des banques et des industriels.

En second lieu, rompre avec les logiques de marché auxquelles ont souscrit bon nombre d'alternatives agricoles en initiant une véritable socialisation de l'alimentation. S'inspirant de la Sécurité sociale telle qu'elle existait aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les auteurs ambitionnent une Sécurité sociale de l'alimentation⁷ allouant à chaque citoyen une somme lui permettant de se nourrir décemment et, surtout, de leur donner le choix de ce qu'il mange et de la manière dont on le produit. Une telle mesure permettrait, au bout du compte, la réorganisation complète de la filière agricole, en accord entre citoyens et paysans.

Alimentation et démocratie se rejoignent enfin autour d'un concept commun : l'autonomie paysanne et alimentaire. Soit, pour reprendre les mots du livre,

"l'exigence de la délibération politique et populaire dans la production de l'alimentation, dans les choix technologiques en agriculture, dans la répartition de la terre à celles et ceux qui la travaillent, dans la distribution de la nourriture à toutes et tous".

Nourrir enfin les personnes, et non plus les banques.

□ Reprendre la terre aux machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire, de L'Atelier paysan, aux éditions du Seuil, collection Anthropocène, mai 2021, 288 p., 20 €.

Après cet article

► Reportage — Alternatives : [Autogestion et propriété collective, la vie paysanne foisonnante du Larzac](#)

⁵ <https://reporterre.net/Les-habitants-de-Gonesse-refusent-le-beton-des-terres>

⁶ <https://reporterre.net/Sommes-de-partir-les-jardiniers-d-Aubervilliers-resistent-au-Grand-Paris>

⁷ <https://reporterre.net/Creons-une-securite-sociale-de-l-alimentation-pour-enrayer-la-faim>

